

# L'AFRIQUE DU NORD : UN MÊME PEUPLE EN LUTTE

## LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 403

JEUDI 4 NOVEMBRE 1954

HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10°)  
G.O.P. R. JOULIN — PARIS 5561-70

ABONNEMENTS  
FRANCE-COLONIES : 52 n° : 1.000 fr.  
26 n° : 500 fr. ; 13 n° : 250 fr.  
AUTRES PAYS : 52 n° : 1.250 fr.  
26 n° : 625 fr.  
Pour tout changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande

contre  
l'impérialisme  
assassin

## LES DOCKERS BRITANNIQUES reprennent le travail la tête haute

La grève s'amplifiait chaque jour, huit grands ports étaient bloqués, plusieurs usines travaillant pour l'exportation (35.000 automobiles par exemple) étaient en souffrance. Les dockers étaient obligés de fermer leurs portes. La grève bien loin de faiblir malgré les offensives du gouvernement, de la presse et des dirigeants comme Arthur Deakin, s'étendait encore. Pourtant, des avions cargos anglais, depuis le 22 octobre surtout, réalisaient un pont aérien pour transporter le ravitaillement venant d'Amsterdam ou les marchandises débarquées dans des ports français comme Brest.

Pourtant, rien ne fut fait par les hauts dirigeants de la C.G.T. pour appeler les dockers français à être solidaires de leurs camarades anglais. Rien ne fut fait pour leur démontrer que cette solidarité était en même temps leur intérêt.

C'était autrefois un principe dans le mouvement ouvrier français de développer l'action de solidarité en toutes occasions avec les travailleurs d'un autre pays en lutte ; mais depuis que les centrales syndicales sont coiffées par des partis trahissant les intérêts ouvriers, il n'en est plus ainsi. En particulier, les hauts dirigeants de la C.G.T. tous inféodés au parti stalinien sont aussi inerte aujourd'hui qu'au moment des grèves d'août 1953. Ils ne font rien pour développer l'action de solidarité internationale, ce qui est en fin de compte pourtant préjudiciable aux travailleurs français.

« Comprenez-vous, disent-ils, il ne faut pas mécontenter Churchill. Il a appuyé le rejet de la C.E.D., etc., etc. Il dit qu'il faut discuter avec l'U.R.S.S., etc., etc. »

Voilà un exemple de plus du mal que la politiciaille fait au mouvement syndicaliste, à la classe ouvrière.

Eh bien ! contre ces gens et malgré ces gens, il fallait refuser de débarquer ou de transporter tout ce qui était à destination de l'Angleterre. Nous avions été presque seuls à lancer ce mot d'ordre et un début de solidarité s'était manifesté. Nous invitions par tract le personnel d'Orly et du Bourget à refuser d'accepter de charger à destination de l'Angleterre. Parallèlement, les postiers de la Gare du Nord et de Paris-P.L.M. à l'appel des sections C.G.T. et Autonomes refusant de charger les sacs postaux sur le ferry-boat pour le courrier de Londres. L'Administration dut promettre de ne pas faire appel au personnel pour ce travail de briseurs de grève.

Malheureusement, ces faits sont restés isolés alors que les dirigeants politisés des syndicats C.G.T. faisaient le silence ; inutile d'ajouter que du côté F.O. et C.I.S.L. le silence fut total, la grève étant « inoffensive » selon le point de vue de leur cher camarade Arthur Deakin assistant à un service religieux

pour les travailleurs des transports à Birmingham (Manchester Guardian du 18-10-54) bien loin des grévistes qu'il trahissait et condamnait !

Les grévistes pratiquement livrés à leurs seules ressources pendant un mois, abandonnés par le syndicat le plus puissant et le plus riche, ne furent guère aidés que dans leur pays même (signalons à ce sujet les appels et les efforts de nos camarades anglais).

Et c'est malgré cela, malgré le faible appui trouvé dans les autres pays, que la grève n'a cessé de croître jusqu'au dernier jour, dépassant en ampleur et en solidité la grève générale de 1926. Le gouvernement hésita, recula devant l'emploi des troupes ; d'une part pour se montrer plus libéral que les travailleurs qui n'hésitèrent pas au cours de la grève des dockers de 1947, mais surtout parce que la grève fut si totale que pas un travailleur n'était sur les quais pour donner aux soldats le mini-

mum d'instructions pour le travail sur le port !

Que les travailleurs français méditent sur cette grève au cours de laquelle pas un « jaune » ne se manifesta alors que les directions syndicales les plus importantes étaient opposées à la grève.

C'est donc grâce à leur cohésion, à leur opiniâtreté, à leur courage, que les travailleurs des ports anglais auront dû leur victoire, même imparfaite ; désormais, les heures supplémentaires ne leur seront plus imposées. Mais ils ont remporté une autre victoire, une victoire sur eux-mêmes, sur leurs illusions ; leur action a mis en lumière la trahison des bureaucrates travaillistes et en masse les dockers et autres travailleurs des ports quittent le syndicat « blanc » des travaillistes de Deakin. Déjà les dirigeants travaillistes craignent que l'exode ne s'étende à d'autres corporations. Sans doute le syndicat « bleu » des dockers et arri-

meurs qui a officiellement soutenu la grève bénéficiera dans une large mesure de cette désertion du gros syndicat bureaucratique de Deakin. Mais l'idée d'un Syndicat unique des Travailleurs des Ports lancée par nos camarades anglais et popularisée par tracts au cours de la grève, fera son chemin.

A coup sûr, les travailleurs anglais auront, grâce à l'exemple des dockers, fait un grand pas en avant dans leur prise de conscience de classe.

Il reste encore une inconnue dans cette fin de grève : le résultat final des négociations avec le patronat. Nous savons que si jamais le patronat reniait ses promesses et ses engagements, la grève de nouveau déferait sur les ports britanniques ; les hommes qui se sont battus pendant un mois avec un magnifique courage n'accepteraient pas d'être baloutés.

P. COURSAN.

## ALLEGEMENTS FISCAUX EN FAVEUR DES COMMERÇANTS

### Une mesure qui situe bien un gouvernement

La classe ouvrière ne se gargarise plus de mots. Elle a été échaudée trop de fois et son scepticisme est bien naturel. L'enthousiasme de « l'opinion publique » préfabriqué par la presse pour le gouvernement du « Mendès-France » ne tient pas. Les travailleurs n'avaient pas la couleur aussi facilement. Ils ont d'innombrables raisons d'être méfiant.

La mesure qui vient d'être prise en faveur des « faiseurs de vie chère » en regard de l'aumône faite aux « minimum vital » situe bien un gouvernement au service exclusif du capital, rejoignant sous certains aspects apparents les régimes hitlériens et mussoliniens voulant, coûte que coûte, s'attacher, se lier une base ouvrière, condition essentielle à l'instauration ou à la continuité d'un régime fasciste.

Méfiance de la classe ouvrière, bien justifiée, dès l'avènement du gouvernement Mendès-France.

On n'a pas repris les mêmes ministres au moment de la formation du gouvernement actuel, mais, comme il n'y a pas de règle sans exception, on a tenu à en conserver un, qui, malgré toutes les cascades, tous les changements, devient presque inamovible. Il est là, flambeau de la continuité, comme il était présent sous Laniel,

et cette éminence, c'est M. Edgar Faure.

La politique économique de M. Edgar Faure n'a pas varié d'un iota. Celle-ci est au service de ceux qui possèdent contre ceux qui n'ont rien. Pour lui, M. Mendès-France est le clown (nous n'en voulons pas aux gens du voyage) qui amuse la galerie, qui est obligé d'amuser, afin que soit poursuivie méthodi-

quement la surexploitation des travailleurs.

M. Edgar Faure, c'est le financier qui admet une hausse de salaires à un taux fixé à 2, sous condition que la production passe à 4, ou, pour mieux comprendre, salaires doublés, mais production quadruplée.

Robert JOULIN.  
(Suite page 2, col. 4.)

## EXIGEONS LE RETRAIT DU CONTINGENT

Nous écrivions en éditorial dans le Libéraire du 23 septembre, alors que se donnait libre cours la démagogie de Mendès-France à propos d'Orléansville, alors que la mendicité et les pleurnicheries officielles tentaient de camoufler l'inaction gouvernementale :

« Les milliards qu'on trouve pour l'armée et pour aider les industriels, pourquoi ne pouvait-on les utiliser à sauver et secourir les victimes d'Orléansville ? »

Mendès-France a préféré palabrer. Au fond, le séisme d'Orléansville est pour lui une bonne affaire. Il pourra dire : « N'avons-nous pas fait ce que nous pouvions ? N'avons-nous pas fait des discours et pris le deuil ? » Et demain, si le peuple bouge en Algérie, il dira encore : « Voyez ces ingrats pour qui nous avons été si émus et si charitables à Orléansville ! »

Au fond, rien d'étonnant : ceux qui ont fait massacrer ou laissé massacrer 40.000 Algériens en 1945 par les colons et les hordes pétaino-gaullistes, se moquent éperdument du sort de quelques milliers de fellahs.

Et puis, M. Mendès et sa clique, du R.P.F. au parti prétendu communiste, ont dû penser aussi que le providentiel tremblement de terre apaiserait les esprits et les détournerait des vrais problèmes. Mais que toute cette racaille bourgeoise se dise bien que le silence et le calme ne font que cacher le feu indomptable de la révolte du peuple algérien et la colère montante des travailleurs de France. »

Pouvions-nous voir plus juste ? Au moment où les attentats se multiplient au Maroc, malgré les « appels au calme » et les mesures de terreur, alors que l'action des « Fellaghas »

bien loin de s'atténuer s'étend à l'Est algérien, une flambée d'actes de résistance traverse l'Algérie, jetant le trouble et la peur parmi les détenteurs du pouvoir et les « forces de l'ordre » : plus de 30 attentats dans la seule nuit du 31 octobre.

Juste après le voyage et les discours du ministre de l'Intérieur Mitterrand qui fit de belles promesses et s'exaltait sur le « calme » qui régnait en Algérie !

Le gouvernement ne se croyait pas, en réalité, si sûr de lui puisqu'il venait de faire interdire le journal l'Algérie Libre, non seulement au Maroc français mais dans la zone internatio-

D'un de nos jeunes camarades, dont le régiment était en occupation en Allemagne :

« On ne nous a pas demandé notre avis. Nous avons été embarqués, presque la moitié du régiment, pour la Tunisie. Et tout de suite, en arrivant, on nous a dispersés dans les fermes, pour protéger les colons ! « Ici, nous sommes dix, avec un sous-officier. Nuit et jour en armes. Patrouilles, gardes. Et nourris comme des chiens par le colon que nous devons « défendre ». Moral à zéro. Tout le monde vit dans la peur. Ici, il n'y a que des gars du contingent. »

D'un camarade en garnison dans une petite ville :

« On a promis des primes : 80.000 francs par fellagha descendu et il suffit de rapporter la tête ou une main. Il y a des salauds qui marchent. Ils vont « à la chasse », dans les oliviers. Ils n'ont qu'à abattre n'importe quel type qui passe, isolé. C'est d'autant plus facile que les fellaghas ne sont pas encore venus par ici. Peut-être que les « chasseurs » seraient moins décidés s'ils rencontraient une troupe armée. »

nale de Tanger (arrêté du 30 octobre de l'administrateur intérimaire de la zone internationale, à la demande des autorités françaises).

La réunion des chefs militaires et civils à Constantine du 15 octobre (voir le Libéraire n° 401) après la pénétration des Fellaghas en Algérie orientale prouvait aussi une certaine inquiétude malgré la satisfaction apparente.

Peu à peu, un nombre de plus en plus important de jeunes du contingent sont envoyés en Afrique du Nord. Ce que nous avons combattu pendant la

(Suite page 2, col. 3.)

## Les élections aux USA

Les Etats-Unis viennent de voter. Les deux partis avaient axé leur campagne sur leur volonté d'assurer le bien-être et la Paix.

Ceci prouve que le peuple américain exerce une énorme pression sur les partis contre la politique de guerre. Les démocrates et les républicains seront obligés, pour un temps, de freiner la marche vers la guerre, car le peuple américain ne marche pas.

Eisenhower devra tenir compte de l'opposition populaire à la marche vers la fascisation du régime. Mais, le plus important, c'est encore la déclaration d'Eisenhower, au cours de la campagne électorale, déclaration selon laquelle il ne recourrait pas à une politique de guerre pour résoudre le problème du chômage.

Ainsi, Eisenhower reconnaît lui-même la crise profonde qui menace le régime, mais il se garde bien d'indiquer une solution : comment évitera-t-il le développement de l'économie de guerre et la marche à la guerre, nécessaires à ce régime ?

Seules, les masses américaines peuvent donner une réponse : leur pression sur Eisenhower et sur le Congrès (quelle qu'en soit la composition) ne suffiront pas toujours et la guerre menacera de nouveau. Il leur faudra acquiescer, au cours du développement de la crise, une conscience de classe, une volonté révolutionnaire.

L'Internationale Communiste Libertaire et toutes les organisations ralliées à la position anti-impérialiste « 3° Front » (il existe aux U.S.A. un Comité 3° Front) ont un rôle énorme à jouer dans ce sens.

## ACTUALITÉS

### LA S.F.I.O. PARTICIPERA-T-ELLE AU GOUVERNEMENT MENDES

Le Congrès extraordinaire des 10-11 novembre sera favorable à la participation. La seule hésitation venait pour les « socialistes » et pour Mendès, de la crainte de voir la droite de la majorité s'effriter. Mais Mendès est bien trop utile au capitalisme et il y a longtemps que la droite n'a plus peur de la S.F.I.O.

### DU CONGRES DE L'U.D.S.R. A L'AFFAIRE DES FUITES

Rien de nouveau. Mitterrand a parlé beaucoup et n'a rien dit.

Nous avions raison une fois de plus : le silence se fait, on étouffe l'affaire.

### LA PROPOSITION ADENAUER D'UN PACTE DE NON-AGRESSION AVEC LE BLOC SOVIETIQUE

Les U.S.A. n'y sont pas très favorables, mais c'est d'ailleurs sans importance : Adenauer ne veut ce pacte qu'à partir d'une position de force, après avoir consolidé l'Europe des généraux et des industriels ! Les Russes ne seront pas dupes, mais Adenauer aura tenté de porter un coup à la propagande des socialistes-démocrates et de montrer qu'il recherche plus que tout autre la paix et l'unité allemande.

### HAILE SELASSIE A PARIS

Les journalistes de France-soir auront eu de quoi parler et photographier et les économiquement faibles bien satisfaits de voir les grands de ce monde dépenser des dizaines de millions pour rien !

### NEHRU MAL ACCUEILLI A SAIGON

Les services pro-américains du gouvernement Diem avaient ménagé une mauvaise réception à Nehru : banderoles condamnant sa politique neutraliste, tracts soi-disant communistes prônant la politique de co-existence de Nehru.

Les services américains et leurs valets sont donc ouvertement pour la tension entre les deux blocs. Quant à la politique extérieure de Nehru en faveur de la co-existence, elle relève de l'illusionnisme, comme sa politique intérieure qui prétendument socialiste assiste impuissante à l'aggravation de l'exploitation des masses indiennes.

VENDREDI  
12  
NOVEMBRE  
à 20 h. 30

LE LIBERTAIRE

FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895

par LOUISE MICHEL et SEBASTIEN FAURE

ORGANISE SON

PALAIS  
DE LA  
MUTUALITÉ

24, rue St-Victor  
PARIS (V°)

## Grand Gala Artistique

au profit de son Comité d'Entr'aide

AVEC LE CONCOURS DE :

MICHELE ARNAUD : Chanteuse réaliste

RENE-PAUL : Chansonnier du DEUX-ANES

CAMILLE GEORGES : Virtuose de l'accordéon

MICHELE PATRICK : Diseuse du cabaret de l'ECLUSE

REMY CLARI : Chanteur réaliste

GEORGES BRASSENS : Le Troubadour moderne

ROBERT DINEL : Chansonnier du DEUX-ANES

JEAN RAYMOND : et le « Rendez-vous des vedettes »

LES FRERES DEMARNY : Les Jumeaux de la Chanson

PEPE NUNEZ : Vedette des disques « PACIFIC »

ET

LES GARÇONS DE LA RUE

LA CHORALE DES A.J.



LES CAVAILLOLES  
Célèbre formation de jazz



Le spectacle sera présenté par :  
FENICIA

Au piano d'accompagnement :  
SALVADO

PENDANT L'ENTRACTE

MICHEL CROZIER

IDA VAN DE LEEN

USINES ET SYNDICATS D'AMERIQUE  
(Un livre qui s'adresse à tous les militants  
ouvriers et syndicalistes)

LA HULOTTE  
(Une étude passionnante, sensible et pittoresque  
des paysans bourguignons)

PRIX DES PLACES : 250 FRANCS

RETENEZ VOS PLACES  
SANS TARDER !

LOCATION

Service de Librairie F.C.L.  
145, quai de Valmy, PARIS (X°)  
Tous les jours, même le dimanche  
de 9 h. à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h.



# TRAVAILLEURS AU COMBAT

Au confluent de la Seine et de l'Oise

## Vie misérable du marinier

Trois villes bien connues des marins : Conflans-Sainte-Honorine, Andrézy, Maurecourt. De nombreuses boîtes de réparation de bateaux, l'école de l'« Enfance Bâtière », dont les prix de pension, s'ils sont normaux, ne peuvent toutefois correspondre aux salaires de misère des marins, ce qui fait que nombreux sont les gosses de ceux-ci qui ne reçoivent aucune instruction. Il y a aussi le bateau « Je sers », chapelle flottante avec son curé à l'allure militaire, son service pastoraliste d'« Action Sociale Bâtière », car la curetallerie essaie de s'infiltrer partout avec sa manne obscurantiste.

Mais le confluent de la Seine et de l'Oise c'est aussi les taudis, les vieilles « maisons » où logent des marins qui font les parcs quotidiens dans les environs de Paris, et surtout ceux qui ont quitté le métier pour diverses raisons, entre autres celle de la vie de misère menée sur les bateaux.

Et, parmi ces « logements », un quartier d'Andrézy : la Cité des Robins, plus justement nommée « Buchenwald ». Là, dans de vieilles barques ou dans une ancienne école de maçonnerie, intérieurement délabrée, s'entassent, dans un espace plus que réduit, les familles d'anciens marins. Les conditions de logement sont particulièrement terribles à l'ancienne école de maçonnerie : un seul robinet à l'extérieur pour tout le bâtiment, ni électricité, ni gaz, ni w.c. Parfois, des morceaux de plâtre s'écroquent, traversant les plafonds en papier gondolé. Les gosses ont froid l'hiver. Ainsi, pour avoir quitté un métier de misère, ces camarades et leurs gosses n'ont pas de logement autre que ce bâtiment « squatté », c'est-à-dire occupé de fait, sans droit légal.

DANS LA METALLURGIE  
PARISIENNE

### Le patronat refuse toute demande de hausse des salaires

A l'issue de la réunion paritaire de la Métallurgie parisienne, les représentants patronaux ont déclaré :

« Les organisations syndicales ont demandé une révision importante des salaires minima de la convention collective du 16 juillet 1954. Certaines d'entre elles réclament en outre une augmentation générale des salaires réels. La délégation patronale a indiqué qu'elle ne pouvait prendre en considération des demandes de nature à entraîner une hausse générale des salaires, alors que ces derniers, entre novembre 1951 et mai 1954, ont déjà marqué une hausse moyenne de plus de 13 %.

Les représentants ouvriers ont, eux, décidé de saisir le ministre du Travail. Et c'est tout.

Les travailleurs savent, eux, que seule l'action leur permettra d'arracher des améliorations de salaires, malgré les odieux messages des patrons camouflant les profits et osant prétendre que les salaires ont été haussés de 13 %/0.

Pour les « gens biens » d'Andrézy, la vit la « pègre ». La « pègre » qui pourrait donner à ces moralistes bourgeois de belles leçons de solidarité. Car, malgré l'espace réduit où elles vivent, beaucoup de ces familles se resserrent un peu plus pour accueillir les enfants de leurs camarades navigants, pour que ces gosses puissent aller à l'école.

La municipalité partage le mépris des bourgeois envers ces travailleurs. Témoin ce fait : une mère de famille meurt. La municipalité vient chercher le corps avec la voiture « d'ordures ménagères ». Il fallut l'opposition du quartier, empêchant d'emmener le corps dans de telles conditions, pour

que M. le maire procède d'une manière un peu moins inhumaine.

Autre fait, celui-ci témoignant du mépris des patrons envers les marins et leurs familles : à la suite d'un triste incident, l'un de ceux-ci se trouve arrêté par la flicaille. Sa femme et ses gosses sont alors sommés de débarquer avec leurs misérables meubles. Et le débarquement signifie se retrouver sans logement. Une famille de « Buchenwald » les reçoit chez elle, se serrant un peu plus.

Cette solidarité dans la misère amènera la solidarité dans la lutte pour une vie digne d'être humaine. Et les gosses de la marine fluviale seront un peu moins pâlots. Pierre MORAIN.

### L'écrasement du Bd. Masséna (Paris-13°)

## LES PATRONS-ROUTIERS RESPONSABLES

### L'inaction des dirigeants syndicaux au service d'un parti

Garcias, secrétaire de la Fédération des Transports C.G.T., a tenu, le 26 octobre, une conférence de presse. Quatre-vingts pour cent des accidents causés par les poids lourds, a-t-il dit, sont dus à la surcharge des véhicules et au surmenage des conducteurs. Il a souligné que, pour effectuer les trajets dans les temps fixés par les patrons, les conducteurs effectuent les descentes en roue libre. Il a indiqué également que des chauffeurs faisaient de 80 à 120 heures par semaine.

Tout cela est vrai, particulièrement pour la surcharge et les temps réduits ; nous l'avons écrit voici huit jours.

Mais comment empêcher cette surexploitation ?

Garcias a dit que la Fédération des Transports routiers (patrons) était « un Etat dans l'Etat ». C'est vrai.

Seulement, il n'a pas indiqué comment faire reculer les féroces exploitateurs de la route. Or, c'est cela qui compte.

Pourquoi les transporteurs routiers sont-ils si puissants et si protégés par leur Etat ? Parce que transporteurs routiers et sociétés de cars sont à la disposition du gouvernement pour faire échouer aux grèves de cheminots. C'est ainsi, qu'en août 1953, les plus modestes sociétés de cars ont ramassé des millions.

Voilà une raison de plus pour entraîner à l'action les conducteurs de poids lourds pour obtenir des conditions de travail normales, puisque leur vie est en jeu et aussi leur liberté, s'ils ne sont pas tués !

Il y avait une belle occasion pour enlever d'emblée ces revendications : c'était de les poser en août 1953, au moment de la grève générale des cheminots. Seulement, Garcia étant membre du P.C., avant d'être secrétaire de la Fédé des Transports (C.G.T.), il a dû obéir aux consignes de frein de Ducas et compagnie. Et l'occasion a été manquée.

Il n'est pas trop tard pour la reprendre et, d'abord, pour créer le droit revendicatif et syndicaliste, en

brisant avec le surmenage accepté par l'apport d'un salaire global élevé.

A l'occasion de cet accident, des conseillers municipaux staliniens de Paris (Lemaître et Voquet) ont posé une question au préfet de la Seine (Bulletin municipal du 20 octobre). C'est de « hâter la construction d'un passage à niveau supérieur à l'inter-section du boulevard Masséna et de la rue de Patay (13°) ».

Evidemment, ce serait utile. Mais, comme il faut multiplier cette proposition par mille autres cas identiques, elle ne sera jamais adoptée ! Donc, propagande électorale.

En revanche, les mêmes conseillers n'ont même pas réclamé l'application des règlements de travail aux travailleurs des transports routiers !

## Les soucoupes volantes : Un complexe

On a... ou on n'a pas le complexe « soucoupes » !

Bien plus que question de croyance, c'est affaire de logique.

Mais il faut croire que le bon sens n'est plus la qualité fondamentale du Français moyen, puisque plusieurs dizaines de milliers d'individus, apparemment sains, achètent « France-Poire » uniquement pour se documenter sur les soucoupes volantes !

Voilà bien qui dénote une certaine dose d'... disons... crédulité !

Car, outre que « France-Poire » n'est certainement pas le canard à choisir pour y puiser des renseignements valables sur quoi que ce soit, il faut une louable application dans la cornichonnerie pour penser en seul instant que les habitants d'une quelconque planète puissent considérer la Terre comme lieu de villégiature possible. Nous avons ce qu'il faut — comme monstres moraux — pour déconner le reste de l'Univers.

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, il existe pourtant des gens qui y croient ! Comme à la Bible. Comme

## Les différentes positions de « l'Humanité » sur le partage de TRIESTE

Nous avons reçu d'un camarade communiste une lettre s'étonnant de notre information parue dans notre numéro 401, en page 2, sous le titre : COEXISTENCE PACIFIQUE BELGRADE-MOSCOW, où nous annonçions que l'U.R.S.S. approuvait l'accord sur Trieste, et que l'HUMANITE, après l'avoir condamné, avait fait paraître une note de Vychnski confirmant cet accord.

Voici les titres parus dans l'HUMANITE sur ledit accord :

Sous le patronage anglo-américain  
Aujourd'hui à Londres  
signature  
d'un protocole  
italo-yougoslave  
démembrant  
TRIESTE

(HUMANITE du 6-10-54, page 3, col. 8.)  
\*  
En violation des accords internationaux.  
Le Territoire de Trieste est partagé entre l'Italie et la Yougoslavie (HUMANITE du 6-10-54, page 3, colonnes 6, 7 et 8.)

\*  
L'ACCORD ITALO-YOUGOSLAVE SUR TRIESTE EST ACCEPTABLE POUR LES DEUX PAYS ECRIT VYCHINSKI du Conseil de Sécurité (HUMANITE du 15-10-54, page 3, col. 8.)

\*  
Est-il besoin, camarade communiste d'ajouter des commentaires ? R. J.

(Documentation du LIBERTAIRE).

## ON NE LEUR FAIT PAS DIRE

## De l'eau qui fait pschitt... aux valeurs qui font « boom »

Nous avons relevé le titre ci-dessus dans un journal hebdomadaire, économique et financier au sujet d'une étude sur l'action Source Perrier et que nous repropo, bien volontiers, car, avec le chansonnier nous affirmerons : « Ça dit bien ce que cela veut dire.

En fait, la source Perrier est une excellente affaire comme nous allez le voir. Vieille société d'avant 1914, elle a pris un essor considérable après la Libération.

L'aspect financier de la société se présente ces dernières années comme suit :

Capital à l'origine : 21.400.000 fr.

Capital actuel : 675.000.000 de fr.

Il nous est spécifié que dans l'augmentation du capital, seulement en 1949, il y eut un apport en espèces de 67.520.000 fr. Les autres augmentations de capital n'ont pas été déboursées par les actionnaires, mais ont été prélevées sur les réserves et provisions pour ne pas dire les bénéfices camouflés. En 1939, la production de la source était de 23 millions de bouteilles en grande partie pour l'exportation. Elle atteint aujourd'hui 160 millions de bouteilles dont 30 millions seulement exportées en Union française et à l'étranger.

La progression des bénéfices nets déclarés (en millions) s'échelonne ainsi :

1948 : 63,7	1951 : 168,1
1949 : 90,3	1952 : 231,9
1950 : 170,6	1953 : 312,2

Spécifions bien que 586.380.000 fr (augmentation du capital par les réserves et provisions ont été soustraits au fisc et que plus d'un milliard ont été investis pour le développement de l'affaire, sa modernisation et la publicité.

Les actions de la source Perrier introduites en Bourse en 1949 au nominal de 2500, montaient au départ à 4.500 pour atteindre le 28 octobre

dernier, 29.975 fr. pour un total de 270.080 actions, soit une capitalisation boursière de plus de 8 milliards.

En 1952, il a été attribué aux pauvres actionnaires, une action gratuite contre une ancienne. La même année le dividende distribué était de 410 fr. nets, l'année suivante 820 fr. nets, soit le double.

Grandeur de la France, prépondérance sur le marché extérieur sans crainte de la concurrence des prix, les vœux de M. Mendès-France se réalisent, mais ce sont toujours les mêmes qui en font les frais et ce sont les travailleurs que l'on pousse à la production. La part du travail dans le revenu national diminue de jour en jour au seul profit des possédants. L'attitude réactionnaire de Mendès-France contre la hausse des salaires indique aux travailleurs la vraie lutte qu'ils doivent mener pour obtenir de meilleures conditions de vie, en dépit de tous les apaisements et modérations formulés par tous ceux qui vivent ou profitent de ce régime ignoble.

René CERARD.

(Le correspondant de Vergère qui nous a demandé des renseignements sur la Source Perrier est prié de nous donner son adresse exacte, notre lettre que nous lui avons adressée nous est revenue avec la mention « Incomplète »).

R. G.

## Afrique du Nord

(Suite de la première page)

guerre d'Indochine, à savoir l'utilisation des jeunes travailleurs pour massacrer leurs frères d'exploitation, est en train de se produire aujourd'hui.

« Chasseurs de Fellaghas ! », voilà où sont conduits les jeunes prolétaires français, par les soins de Mendès-France le fasciste.

Aussi, il est nécessaire, dès aujourd'hui, d'organiser une campagne de protestation et d'action solidaire contre la répression et pour le retrait du contingent d'Afrique du Nord.

Nous combattons doublement l'Impérialisme ! A l'action pour : — Arrêt de la répression en Afrique du Nord !

— Retrait du contingent et des troupes d'occupation !

Sans doute, la population algérienne dans son ensemble est-elle encore apparemment calme. Mais un signal vient d'être donné. La révolte ne fera que s'amplifier, tous les bluffs n'y pourront rien. Mendès pourra tout au plus invoquer le dévouement de la « France » pour Orléansville, en condamnant « l'ingratitude » des Algériens.

Ce sera à nos camarades du Mouvement Libéraire Nord-Africain (section de l'Internationale Communiste Libéraire) d'orienter les luttes du peuple algérien, de lier en un seul combat tous les peuples d'Afrique du Nord, en dehors des partis réformistes et au delà de la simple libération nationale, vers la Révolution Sociale, pour le vrai communisme.

LIB

## Jeune

## Révolutionnaire

N° 5 (novembre) vient de paraître

AU SOMMAIRE :

1. L'ACTION JEUNE REVOLUTIONNAIRE.

2. LES CASERNES FRANÇAISES EN 1954.

3. VA-T-ON ROUVRIRE LES MAISONS CLOSSES.

4. CONTRE LA GUERRE, LUTTE OUVRIERE.

5. LETTRE DE LA CASERNE : « LE MERDIER ».

6. LES LOISIRS DE LA JEUNESSE.

7. LA CRISE DU LOGEMENT POUR LES JEUNES.

8. LES DIFFICULTES DU JEUNE INSTITUTEUR.

9. PEINTURE ET REVOLUTION.

10. L'ECOLE LAIQUE, GRATUITE ET OBLIGATOIRE.

11. LETTRE DE LA CAMPAGNE : L'EGLISE, CULTE DE LA BETISE.

12. LUTTE AVEC « JEUNE REVOLUTIONNAIRE » POUR LE PROGRAMME D'ACTION DES JEUNES TRAVAILLEURS.

Pour la diffusion, passez dès aujourd'hui vos commandes à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10°).

C.C.P. R. Joulin, Paris 5561-76.

Abonnement : 6 mois, 100 fr. ; 1 an, 200 francs.

Abonnements de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr.

Le numéro : 20 francs.

## COMMUNIQUÉS

Le camarade Albert Jard est prié de passer à la permanence comme convenu.

\*

Le correspondant nous ayant adressé un écho début septembre sur DAS-SAULT-ARGENTEUIL est prié de se faire connaître, un camarade de DAS-SAULT-SAINT-CLOUD, désirant entrer en contact avec lui.

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2°.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Le Service et Librairie tient à la disposition des lecteurs un CATALOGUE contenant l'essentiel des ouvrages que nous avons en vente. Le réclamer : 145, Quai de Valmy (franco contre 15 fr. en timbres).

Deux titres nouveaux		
J.-L. CURTIS		
Auteur des « Forêts de la nuit », « LES JUSTES CAUSES ».		750 fr.
G. CHEVALLIER		
Auteur de « Clochemerle », « CLOCHERMELE BABYLONE ».		600 fr.
Dieu et l'Etat : BAKOUNINE ..... 100		
PREVERT J.		
Paroles ..... 570		
Olera de la Lune ..... 695		
VALLES J.		
L'Enfant ..... 390		
Le Bachelier ..... 195		
L'Insigne ..... 225		
HOWARD FAST		
La passion de Sacco et Vanzetti ..... 450		
NARCISSE A.		
L'ombre de la mort ..... 390		
BRETON A.		
La clé des champs ..... 795		
E. ROBLES		
Cela s'appelle l'Aurore ..... 450		
Fédérica ..... 390		
E. VERMEIL		
L'Allemagne Contemporaine .. 795		
D. GUERIN		
Les luttes de classe sous la 1 <sup>re</sup> République (2 vol.) .. 810		
F. LEFRANC		
Les expériences syndicales internationales ..... 825		
Les expériences syndicales en France ..... 450		
LISSAGARAY		
La Commune de Paris ..... 600		
R. ASSO ..... 350		
R. ASSO ..... 270		

Récréation :

Chansons sans musique :

Le Manifeste du Communisme Libéraire, G. FONTENIS, 60 francs vient d'être réédité pour la troisième fois. Sulla Liquidazione dello stato (thèses programmatiques des « Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne », Section Italienne de l'I. C. L., 40 francs.

Augmenter le montant de la commande de 20 % jusqu'à 200 francs ; 15 % de 200 à 500 francs ; 10 % de 500 à 1.000 francs. AU-DESSUS, ENVOI FRANCO.

## Le Lib P.T.T.

n° 3 va paraître

Camarade postier, Tu dois nous aider. Pour la presse ouvrière dans les P.T.T.

EN AVANT !

Journal mensuel, le numéro : 20 fr.

Abonnements : 6 mois, 100 fr. ; 1 an, 200 fr.

Abonnements de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr. C.C.P. : R. Joulin 5561-76.

## Les Hôteliers-flics

Ainsi que nous l'avions annoncé précédemment dans Le Libéraire, nous vous apportons la preuve du rôle policier des hôteliers.

Ci-dessous, nous reproduisons une fiche de renseignements transmis d'hôtel en hôtel sur simple demande de l'hôtelier au moment d'une location nouvelle. Si les renseignements sont « bons »

(Prière de détacher la partie inférieure de cette feuille et de nous la retourner en utilisant l'enveloppe timbrée incluse)

Renseignements au point de vue :

N° 10

- 1° — Probité ? bonne.
- 2° — Moralité ? bonne.
- 3° — Tenue ? bonne.
- 4° — Sobriété ? sobre.
- 5° — Caractère ? très difficile.
- 6° — Aptitudes professionnelles ? moyennes.
- 7° — Attitudes au cours de conflits sociaux ou locaux ? mauvaises.

Autres observations que vous jugez utiles :

Cachet ou nom de votre maison :

SPENDID ROYAL HOTEL A ST-GERVAIS-LES-BAINS.

Date : 17-3-51.